

CONFIDENTIEL



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA POLICE NATIONALE

UNITÉ DE COORDINATION
DE LA LUTTE ANTI-TERRORISTE

LE NATIONALISME BASQUE



Septembre 2014

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Quant au sous-appareil d'accueil, son rôle consistait à accueillir dès leur passage frontière les membres d'ETA en fuite du territoire espagnol.

Toutefois, cet organigramme rêvé n'est pas d'actualité mais l'esprit inhérent à la clandestinité demeure. A la mi-2005, on considérait qu'ETA était sectorisée en plusieurs « appareils » et « départements » que l'on pouvait décrire sous les abréviations et sigles suivants.

- **POLTSA** - « appareil politique »,
- **NASA** - « appareil international »,
- **HANES** - « département de la propagande, des archives et de négociation »,
- **DIBA** - « commission économique »,
- **GEZI** - « département de gestion de l'impôt révolutionnaire »,
- **HALBOKA** - « département des prisonniers et réfugiés »,
- **LOHI** - « appareil logistique »,
- **ESA** - « appareil des actions », en fait l' « appareil militaire »,
- **HARRERA** - « appareil de la réserve »,
- **MATTIN** - « appareil de renseignement »,
- **ENDALAHAR** - « appareil de recrutement ».

A titre d'illustration, l'opération menée en avril 2010 contre la structure « **H ALBOKA** » - dont le nom est l'acronyme en langue basque de la formule « *En détruisant les murs, les prisonniers dans la rue* » - a ainsi permis d'établir que ce département avait été créé vers 2002 et que son secteur d'activité était étendu.

Sa supervision thématique incluait le suivi des membres et des collaborateurs d'ETA interpellés, de la gestion du « **Collectif des Prisonniers Politiques Basques** », de l'activation d'entités comme **ETXERAT** et en son temps **ASKATASUNA**, jusqu'à la mise en œuvre d'un réseau d'accueil, l'analyse et la gestion des plans d'évasion et le travail du « front juridique », chargé des affaires judiciaires de la Gauche abertzale radicale. Mais cette affaire a aussi mis en lumière le rôle d'avocats, impliqués dans « **H ALBOKA** », qui jouaient aussi un rôle actif non négligeable dans la perception de l' « impôt révolutionnaire ».

ETA n'a donc cessé d'évoluer et de s'adapter, renouvelant sans cesse son organisation interne.

Lors des trêves passées - négociations obligent - l' « appareil politique » prenait le pas sur l' « appareil militaire » chargé de réorganiser ses structures et de préparer l'inévitable reprise de la lutte armée.

Rien de semblable actuellement. Pour l'heure, réduite à une maigre troupe de militants clandestins, vivant seulement sur son trésor de guerre, les vestiges de ses appareils sont enchevêtrés dans une vague structure destinée à gérer et préserver ses matériels.

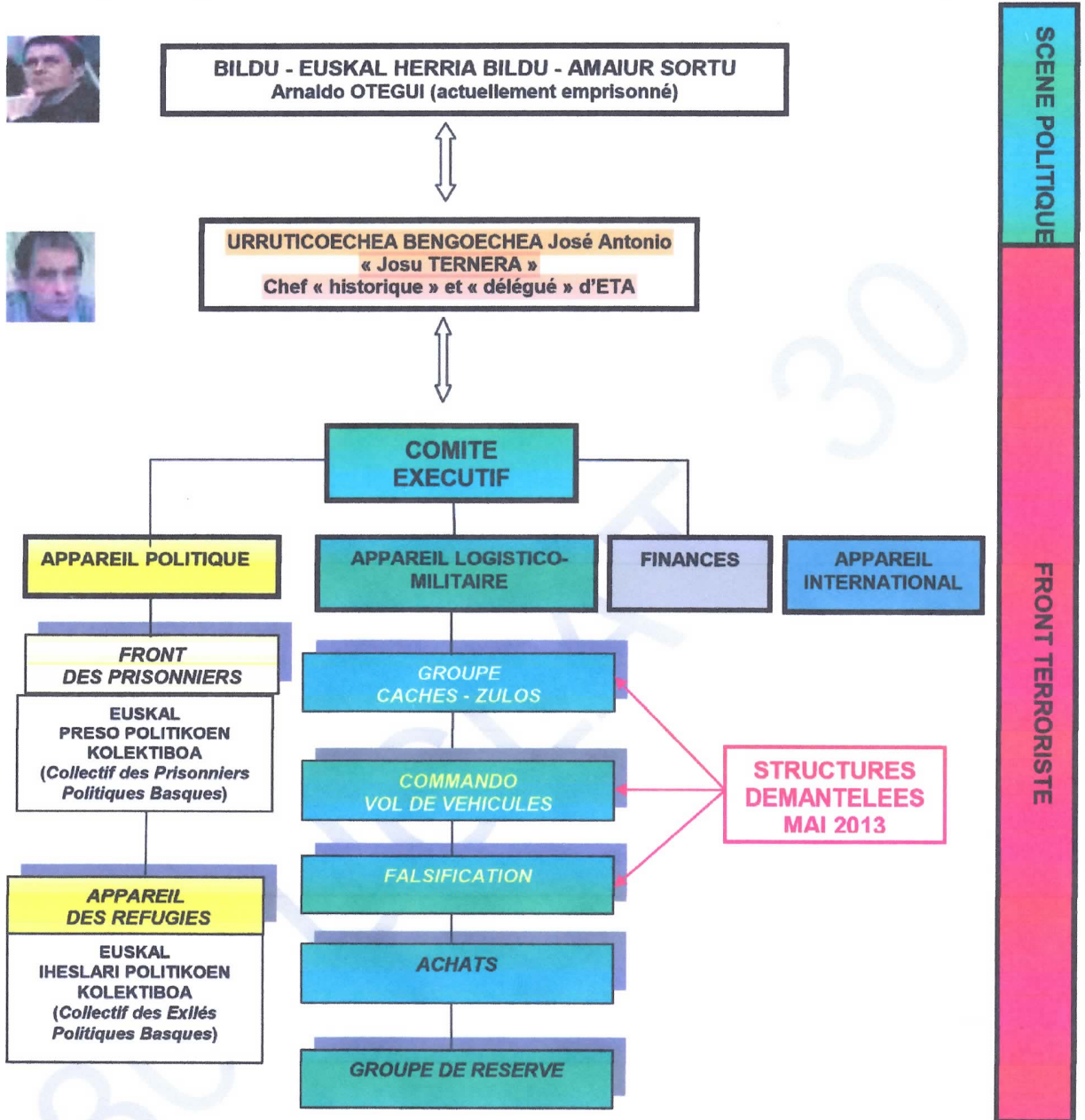
Un seul homme peut-il réellement influencer ETA ? La question mérite d'être posée. Fin 2002, le député basque radical José Antonio URRUTICOECHEA BENGOCHEA - « **JOSU TERNERA** » - entrait une nouvelle fois en clandestinité et rejoignait ETA. A l'époque déjà où il dirigeait l'organisation, celle-ci avait commis en 1987, deux des attentats les plus sanglants de son histoire. Sa mise à l'écart par la ligne « dure », peu avant l'attentat de MADRID-Barajas en 2006, scellait la rupture des négociations avec le Gouvernement espagnol mais la récente trêve d'ETA a marqué son retour dans les instances du mouvement sans que ses intentions puissent être réellement définies.

Pour l'heure, il semblerait qu'il jouisse d'une position particulière, jouant vraisemblablement un rôle de « délégué » entre ETA et les « possibilistes », menés par Arnaldo OTEGUI MONDRAGON, toujours emprisonné. Les deux hommes se connaissent bien, tous deux ayant été députés au Parlement Autonome basque.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Fin 2013, ETA se présentait sans doute sous cette forme :



En juillet 2014, un communiqué d'ETA exposait son processus de transformation interne : elle indiquait avoir démantelé ses structures logistiques et opérationnelles dérivées de la pratique de la lutte armée et avoir créé une nouvelle structure « technico-logistique » ayant pour objectif de mener à terme le processus de mise sous scellé de ses dépôts d'armes.

Cette dernière orientation suscite un certain doute car l'organisation préserve obligatoirement ses moyens à vocation militaire. Seule, une restitution globale de son armement caractériserait une mutation d'ensemble dénuée de renouveau armé au profit d'appareils « Politique » « Ressources » et « International ».

CONFIDENTIEL